COMMUNIQUE DE PRESSE

Interdiction du glyphosate en France au plus tard dans trois ans : face au rétropédalage du gouvernement, plus de 30 organisations de la société civile lancent une pétition.

Emmanuel Macron s'est engagé en novembre dernier à interdire le glyphosate en France « au plus tard dans trois ans », après la décision au niveau européen de prolonger de cinq ans l'autorisation de l'herbicide le plus vendu au monde.

Pourtant, cet objectif n'est pour l'heure pas intégré au projet de Loi sur l'Agriculture et l'Alimentation, débattu à l'Assemblée nationale. Les organisations de la société civile s'inquiètent de ce qui semble être un rétropédalage de la part de la France et s'allient avec une pétition pour que l'engagement du Président soit tenu.

Près de 40 000 citoyens ont déjà signé cet appel.

Paris, le 22 mai 2018. Le projet de Loi Agriculture et Alimentation débattu à l'Assemblée nationale offre l'opportunité de concrétiser la promesse du Président Emmanuel Macron d'interdire le glyphosate en France d'ici fin 2020. Or le gouvernement semble rétropédaler et, à ce jour, cet objectif n'est pas intégré dans le texte du projet de Loi.

Le sujet de l'interdiction du glyphosate en France étant absent de la première version du texte, plusieurs députés ont déposé des amendements pour le réintégrer, mais ces initiatives n'ont pas passé le barrage de la Commission des Affaires économiques. En effet, même la proposition d'amendement du rapporteur de la Loi, le député Jean-Baptiste Moreau, a été retirée, face à l'opposition du Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation Stéphane Travert.

Pour les organisations cosignataires, c'est inacceptable.

Rappelons que le glyphosate a été classé parmi les cancérigènes probables chez l'être humain en 2015 par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), agence de l'Organisation mondiale de la santé.

Il est indispensable que l'opportunité qu'offre le projet de Loi Agriculture et Alimentation ne soit pas un rendez-vous manqué. Elles lancent donc aujourd'hui une pétition, pour que le principe de précaution soit respecté et que la France sorte du glyphosate comme annoncé, avec un plan d'accompagnement adapté pour les agriculteurs.

Organisations signataires : foodwatch, Générations Futures, Greenpeace, FNH, Agir pour l'Environnement, Les Amis de la Terre, Justice Pesticides, LPO, Fédération Artisans du Monde, ATTAC France, UFC-Que Choisir, Confédération Paysanne, Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest, Bio Consom'acteurs, Bloom, Réseau Environnement Santé (RES), Terre d'abeilles, Syndicat National d'apiculture, Solidaires, Miramap, Commerce équitable France, Union Nationale de l'Apiculture Française, WeMove.eu, WECF, La Ligue contre le cancer, Alerte des médecins sur les pesticides, Réseau Action Climat, CCFD-Terre-Solidaire, France Nature Environnement, WWF

Contacts presse :

foodwatch France, 01 73 70 60 94, media@foodwatch.fr ou Karine Jacquemart, Directrice, 06 68 87 04 04

Générations futures, François Veillerette, Directeur, 06 81 64 65 58, francois@generations-futures.fr

Note aux rédactions :

- Pétition commune : La France doit respecter son engagement de sortir du glyphosate en trois ans https://www.foodwatch.org/fr/s-informer/topics/glyphosate/petition-pour-l-interdiction-du-glyphosate/

- Lettre ouverte : 34 organisations appellent Emmanuel Macron à interdire le glyphosate sans attendre (octobre 2017) https://www.foodwatch.org/fr/presse/communiques-de-presse/page-detail-communiques-de-presse/glyphosate-le-president-macron-a-cinq-bonnes-raisons-de-respecter-ses-engagements/